

Un retour de l'inflation n'est pas exclu en Suisse avec la guerre au Moyen-Orient

11.03.2026

Yann Rufer, chargé de cours en économie à la HE-Arc, estime que l'inflation pourrait revenir en Suisse si les opérations militaires au Moyen-Orient et leurs impacts sur les prix du pétrole devaient perdurer.

Le sceptre de l'inflation plane à nouveau sur le monde, y compris sur la Suisse, en raison de la guerre au Moyen-Orient. Les prix du pétrole et du gaz ont déjà pris l'ascenseur depuis le début des opérations militaires israélo-américaines sur l'Iran le 28 février. La fermeture du détroit d'Ormuz - par lequel transitent 20% du pétrole mondial - inquiète en particulier les marchés. La Suisse a connu son dernier épisode inflationniste en 2022 avec un taux de 2,8% à la suite de la guerre en Ukraine qui avait également fait exploser les prix de l'énergie. Pour Yann Rufer, chargé de cours en économie à la HE-Arc, la situation est sous contrôle à très court terme puisque l'inflation se situe à 0,1% en Suisse. « Même si cela devait monter, cela resterait gérable », souligne le Jurassien. Yann Rufer précise encore que les différents États peuvent actuellement « piocher dans leurs réserves stratégiques en pétrole » mais que la situation pourrait changer si la guerre au Moyen-Orient devait se prolonger et continuer à déstabiliser les cours de l'or noir. Le chargé de cours en économie rappelle aussi que le pétrole iranien alimente surtout la Chine qui est devenue l'usine du monde. « C'est un effet ricochet, puisque tous les produits que nous importons de Chine deviendront plus cher », relève Yann Rufer. « Il ne faut pas tomber dans un scénario catastrophe mais cela reste une source d'inquiétude », relativise le Jurassien qui indique encore que dans un tel cas de figure, les banques centrales – dont la Banque nationale suisse – seraient contraintes de relever leurs taux directeurs pour juguler une éventuelle inflation supérieure à 2%.

Yann Rufer : « L'énergie touche toutes les activités humaines donc dès le moment où le prix du pétrole augmente, cela a un impact global sur l'économie. »

À noter encore que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) envisage un recours sans précédent aux réserves stratégiques de brut, selon le Wall Street Journal, pour faire face à la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran. /fcom-ats



La fermeture du détroit d'Ormuz - par lequel transitent 20% du pétrole mondial - inquiète en particulier les marchés.
(Photo d'illustration)